

Commune de BARISIS (02)

# Plan Local d'Urbanisme

## Annexes Sanitaires et Servitudes d'Utilité Publique

### Document n°5.1 Pièce écrite

"Vu pour être annexé  
à la délibération du

approuvant le  
Plan Local d'Urbanisme"

Cachet et Signature  
du maire :



2, voie d'Isle – 51 420 Witry-lès-Reims  
tél : 03 26 50 36 86 – fax : 03 26 50 36 80  
*e-mail* : [geogram@wanadoo.fr](mailto:geogram@wanadoo.fr)

## **Sommaire**

### **1ÈRE PARTIE ANNEXES SANITAIRES ..... 3**

---

1/ Ordures ménagères .....	4
2/ Eau potable .....	6

### **2ÈME PARTIE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE ..... 7**

---

Lignes électriques – I4 .....	8
-------------------------------	---

Le document graphique figure les servitudes d'utilité publique recensées au jour de l'établissement du dossier. Ces servitudes étant créées et rendues opposables par des procédures indépendantes du Plan Local d'Urbanisme, une mise à jour pourra périodiquement en être faite.

Ces annexes qui en sont le reflet d'un examen de la situation au moment de l'élaboration du document sont susceptibles de variations selon l'évolution des techniques ou des intentions de la collectivité locale.

## **1ERE PARTIE**

# **ANNEXES SANITAIRES**

## **1/ Ordures ménagères**

Le traitement des déchets relèvent des compétences intercommunales. Ainsi, à BARISIS, la collecte des déchets est organisée par la Communauté de Communes du Val de l'Ailette. Les déchets sont ramassés auprès des 19 communes de l'établissement public, soit 7999 habitants<sup>1</sup>.

### **a. La collecte**

Elle s'organise en porte à porte pour les emballages, le papier et le verre avec des bacs à domicile ainsi que pour les déchets résiduels. Seules les résidences secondaires sont en apport volontaire.

Les ordures ménagères résiduelles sont collectées une fois par semaine (le mercredi pour les habitants de BARISIS) et les valorisables sont collectés à des fréquences diverses : les emballages sont également ramassés toutes les semaines, les verres les semaines paires et les papiers, les semaines impairs.

En porte-à-porte, le tri sélectif est organisé en trois bacs : verre, papier, emballages. Ce mode de collecte s'est généralisé à l'ensemble des communes du territoire en 2005 à Saint-Aubin et à Selens.

Ainsi, les camions de collecte sélective sont tri compartimentés. Deux permettent de collecter les ordures ménagères et les emballages, et le troisième par alternance les papiers ou les verres.

Pour les résidences secondaires, six bacs sont également disposés sur la commune, dont 4 bacs pour les ordures ménagères (deux près du foyer rural, un au cimetière et un aux écoles) et deux pour les verres (foyer rural).

Les ordures résiduelles sont emmenées au centre d'enfouissement d'Allemant. Les corps plats et creux sont triés à Villeneuve Saint Germain. Ces déchets, une fois triés et compactés, sont acheminés vers des repreneurs qui les transforment en matière première qui servira à la fabrication de nouveaux produits. Le verre, lui, est livré à la société SAMIN à Rozet Saint-Albin qui le broie pour en faire du calcin. Celui-ci est par la suite remployé par l'usine Saint-Gobain emballages.

Par ailleurs, une collecte des encombrants est également réalisée à BARISIS, au rythme d'une fois par an.

---

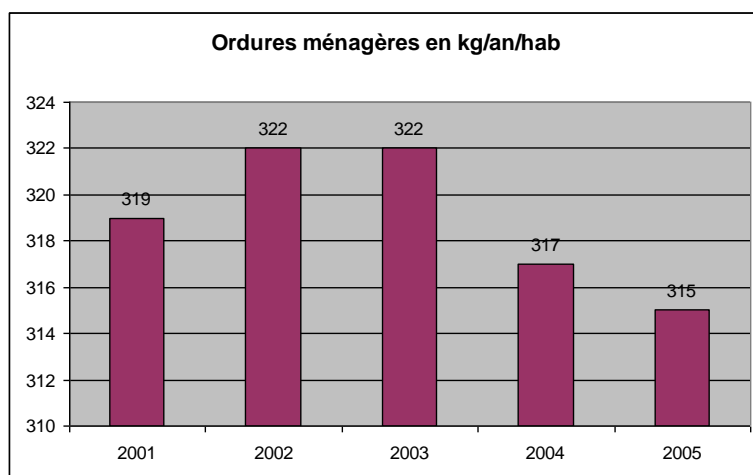
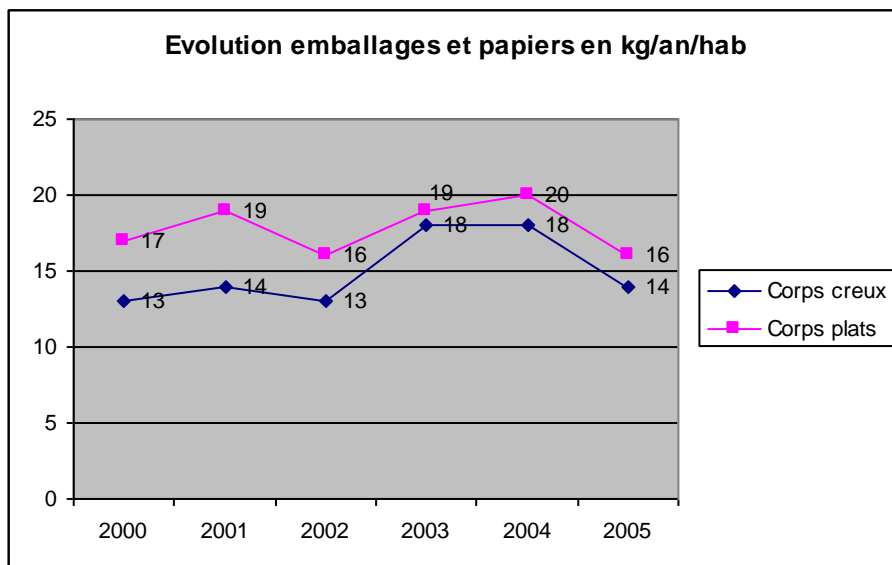
<sup>1</sup> Rapport annuel 2006 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Actuellement, les déchets verts ne font l'objet d'aucun traitement collectif. Dans le milieu rural, la solution du compostage individuel est la mieux adaptée et la moins onéreuse.

## **b. Les quantités produites :**

En moyenne, on estime les quantités de déchets ramassées suivantes sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes du Val de l'Aisne :

- Papier : 16kg/an/hab;
- Verres : 40kg/an/hab;
- Plastique et métaux : 15kg/an/hab ;
- Ordures ménagères résiduelles : 315kg.an/hab.



Ces données sont des moyennes annuelles par habitants. Elles nous indiquent que les quantités de déchets ramassées tendent à diminuer ; et cela aussi bien pour les corps creux et plats que pour les déchets résiduels.

## **c. Apports volontaires**

La déchetterie située au lieu-dit Les Michettes à Coucy-le-Château est ouverte depuis le 9 juillet 2004. Elle est ouverte à l'ensemble des habitants du territoire de la communauté de communes ainsi qu'aux artisans et commerçants. Les chiffres sur la fréquentation montrent que les habitants tendent de plus en plus à y recourir (données 2004 et 2005). Plus de 200 habitants (visites) de BARISIS s'y sont rendus en 2005.

Celle-ci admet d'autres déchets que ceux ramassés en porte à porte. Sont admis : Cartons d'emballage, ferrailles, déchets végétaux, gravats, encombrants, pots de peinture, huile moteur usagées, emballages ménagers en plastique...

Les artisans et commerçants peuvent y déposer : gravats, encombrant, déchets verts, cartons et ferrailles, dans la mesure des seuils fixés quotidiennement.

## 2/ Eau potable

Le réseau bénéficie de diverses installations afin d'assurer la production et la distribution d'eau potable.

L'installation principale se situe à Sinceny permettant le traitement de 4 800m<sup>3</sup>/jour. L'alimentation s'effectue par deux forages situés sur la commune de Sinceny et une station de traitement, également située à Sinceny.

Plusieurs réservoirs complètent l'installation. Ils sont répartis sur le territoire :

Nom de l'installation	Capacité des réservoirs
Amigny-Rouy – Le Moulin	90 m <sup>3</sup>
Bâche 1 Reprise Sincery	40 m <sup>3</sup>
Bâche 2 Reprise Sincery	200 m <sup>3</sup>
Bâche 3 Reprise Sincery	80 m <sup>3</sup>
Bâche Saint-Gobain Bas	200 m <sup>3</sup>
Bâche BARISIS Bernagousse	40 m <sup>3</sup>
Bâche BARISIS Le Crotoir	40 m <sup>3</sup>
Bertaucourt	150 m <sup>3</sup>
Champs	150 m <sup>3</sup>
Coucy-la-Ville	200 m <sup>3</sup>
Saint-Gobain Cessières	400 m <sup>3</sup>
Saint-Gobain Haut	700 m <sup>3</sup>
Sincery- La Fabrique	1 200 m <sup>3</sup>
<b>Capacité totale des réservoirs</b>	<b>4 300 m<sup>3</sup></b>

Le syndicat comprend également les installations suivantes :

- Surpresseurs de Bernagousse ;
- Surpresseur du Creutoir ;
- Surpresseur de Saint-Gobain Haut ;
- Reprise de Saint-Gobain Bas.

Les volumes consommés annuellement sont de 468 943m<sup>3</sup> pour l'ensemble du syndicat.

Désormais le SIAN –SIDEN a la compétence eau et assainissement. La Communauté de Communes du Val de l'Ailette (CCVA) a pris la compétence du réseau non collectif.

La commune est couverte par un schéma d'assainissement qui préconise du collectif pour la zone villageoise et du non collectif pour l'habitat dispersé et les hameaux. C'est la CCVA qui ayant la compétence devra faire réaliser les contrôles sur le non collectif.

Globalement le développement de l'urbanisation est cohérent avec les réseaux.

## **2EME PARTIE**

# **SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE**

## **Lignes électriques – I4**

### **1 - GENERALITES**

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

*Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.*

*Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.*

*Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.*

*Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.*

*Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.*

*Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).*

*Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).*

### **2 - PROCEDURE D'INSTITUTION**

#### **A - Procédure**

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.<sup>2</sup>

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des

---

<sup>2</sup> Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1er février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).



servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres Ier et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 KV (*art. 4, alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985*) ;
- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 KV (*art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985*).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (*art. 1er du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967*)<sup>3</sup>.

## **b - Indemnisation**

Les indemnisations dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en

---

<sup>3</sup> L'institution des servitudes qui implique une enquête publique n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes<sup>4</sup>.

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (*art. 20 du décret du 11 juin 1970*). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics<sup>5</sup>.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Électricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A, E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E).

### **c - Publicité**

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

## **3 – EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **a - Prérogatives de la puissance publique**

#### Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient

---

<sup>4</sup> Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaire et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment au droit de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. cic. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

<sup>5</sup> Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986. E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (*décret du 12 novembre 1938*).

#### Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

### **b - Limitations au droit d'utiliser le sol**

#### Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

#### Droits résiduels des propriétaires

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois, un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

#### Remarques importantes

Pour tout renseignement ou avant d'entreprendre des travaux à proximité d'une ligne électrique HTB, en raison du danger que cela représente, déclaration doit en être faite en application de la réglementation en vigueur.

Pour d'éventuels renseignements complémentaires, s'adresser aux services compétents :

***DRIRE Picardie***

*44, rue Alexandre Dumas*

*80 026 AMIENS Cedex*

*tél. : 03.22.33.66.22.*